CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.318/2
du 21 avril 2015

sur

un projet arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.318/2
van 21 april 2015

over

een ontwerp van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad'

Le 24 mars 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par les Ministres, Membres du Collège réuni de la Commission communautaire commune, compétents pour la politique de la Santé, la Fonction publique, les Finances, le Budget, le Patrimoine et les Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune 'modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 21 avril 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 avril 2015.

*

Op 24 maart 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Ministers, de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Begroting en het Openbaar Ambt, de Financiën, de Begroting, het Patrimonium en de Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 21 april 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 april 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'article 1er du projet tend à « abrog[er] » l'arrêté du Collège réuni du 30 janvier 2014 'modifiant l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale' (ci-après : l'arrêté de 2014), qui est essentiellement composé de dispositions modificatives de l'arrêté du même Collège réuni du 5 juin 2008 'portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale' (ci-après : l'arrêté de 2008).

Ainsi qu'il ressort de la notion même d'abrogation [1] et que le confirme l'article 88 du projet, l'auteur du projet semble vouloir s'inscrire dans une démarche tendant à la suppression, pour l'avenir, des modifications apportées à l'arrêté de 2008 par l'arrêté de 2014.

Pourtant, les articles 2 à 86 du projet contiennent des dispositions modificatives de l'arrêté de 2008 [2] qui sont identiques, pour la plupart, à celles contenues dans l'arrêté de 2014, sous réserve de l'omission de quelques-unes d'entre elles [3] et d'adaptations du texte d'autres dispositions [4]. En effet, comme les dispositions modificatives du projet ne mentionnent pas l'arrêté de 2014 dans leur phrase liminaire, elles sont rédigées comme si les textes en projet de l'arrêté de 2008 qu'elles contiennent avaient vocation à remplacer les dispositions concernées de cet arrêté dès l'entrée en vigueur des dispositions pertinentes de l'arrêté de 2014. Pareille technique s'inscrit dès lors plutôt dans une démarche de retrait [5] de l'arrêté de 2014, ce que semble par ailleurs confirmer la reproduction dans le projet, à son article 87, de deux dispositions transitoires identiques à celles qui figuraient à l'article 91 de l'arrêté de 2014.

---

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 133.

[2] Dans la phrase liminaire de l'article 2, il y a lieu de remplacer « du même arrêté » par les mots « de l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 5 juin 2008 portant le statut administratif et pécuniaire des fonctionnaires et stagiaires des Services du Collège réuni de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale ».

[3] Tel est le cas par exemple des articles 1er, 2, 44, 45 et 83 de l'arrêté de 2014 (modification des articles 11, 15 et 139 de l'arrêté de 2008 et insertion d'un article 231/1 dans le même arrêté), qui n'ont pas de correspondant dans le projet.

[4] Tel est le cas par exemple de l'article 81, 2°, du projet, qui remplace l'article 269, § 2, de l'arrêté de 2008 par un texte différent de celui prévu par l'article 85, 2°, de l'arrêté de 2014.

[5] Sur la notion de retrait, voir aussi *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 133.

2.1. Selon que l'objectif poursuivi est d'abroger – pour l'avenir – l'arrêté de 2014 ou de le retirer à sa date d'entrée en vigueur, l'auteur du projet doit tenir compte des observations suivantes.

Celles-ci prennent en considération ce qui apparaît comme correspondant, semble-t-il, au souhait de l'auteur du projet de redresser des vices de légalité qui affecteraient l'arrêté de 2014. Le dossier ne contient pas de note explicative du projet, comme pourrait l'être par exemple une note au Collège réuni, mais l'Inspecteur des Finances expose notamment ce qui suit dans son avis du 6 mars 2015 :

> « Artikel 1 van het ontwerp heft het besluit van het Verenigd College van 30 januari 2014 op ingevolge een annulatieberoep bij de Raad van State. Het voorgelegde ontwerp herneemt het bestreden besluit met naleving van de wettelijke vormverseisten ».

Le procès-verbal du Conseil de direction des services de la Commission communautaire commune note également que

> « [t]rois membres du personnel ont introduit un recours au Conseil d'État contre l'arrêté du Collège réuni du 30 janvier 2014 [et que l]e rapport du premier auditeur leur donne entièrement raison ».

2.2. En tout état de cause, la technique de l'abrogation n'est pas adéquate à l'égard de dispositions modificatives. Comme, par nature, pareilles dispositions épuisent leurs effets de manière instantanée dès leur entrée en vigueur, il n'est en effet en principe plus possible ensuite de les abroger, c'est-à-dire les faire disparaître de l'ordonnancement juridique pour l'avenir ; seules les dispositions modifiées elles-mêmes peuvent à leur tour être abrogées ou modifiées [6]. Il n'est possible d'abroger un arrêté modificatif que si celui-ci n'est pas encore entré en vigueur, ce qui n'est pas le cas de l'arrêté de 2014.

L'article 1er du projet serait donc dépourvu de toute effectivité.

Quant aux dispositions modificatives de l'arrêté de 2008 contenues aux articles 2 à 86 du projet, elles laisseraient intacts les articles de cet arrêté de 2008 résultant des dispositions modificatives de l'arrêté de 2014 pour la période séparant les dates d'entrée en vigueur de ce dernier arrêté et de celui en projet. Les éventuels vices les affectant ne seraient pas couverts, pour cette période, par la circonstance que le projet à l'examen tend à apporter à ces articles les mêmes modifications ou des modifications analogues à celles portées par l'arrêté de 2014. En conséquence, des actes adoptés entre ces deux dates d'entrée en vigueur sur la base des articles modifiés de l'arrêté de 2008 pourraient voir leur régularité contestée, si le délai de recours est toujours pendant, par un recours en annulation devant le Conseil d'État ou, indépendamment de tout délai, à titre incident sur la base de l'article 159 de la Constitution, pour autant que le moyen porte sur l'irrégularité des modifications apportées à ces articles par l'arrêté de 2014.

S'agissant des dispositions de l'arrêté de 2014 qui ne sont pas reproduites dans le projet examiné, par exemple les articles 1er, 2, 44, 45 et 83 de cet arrêté, cette absence aurait pour effet de maintenir, depuis l'entrée en vigueur de cet arrêté mais pour l'avenir également, les

[6] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 135.

articles 11, 15, 139 et 231/1 par exemple de l'arrêté de 2008 tels qu'ils résultent des dispositions précitées de l'arrêté de 2014.

3. Vu ce qui précède et compte tenu de ce que des recours en annulation de l'arrêté de 2014 sont pendants devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat, sans que la section de législation dispose dans le présent dossier de tous les éléments d'appréciation quant à la manière dont les dispositions de l'arrêté de 2008, telles que modifiées en 2014, ont été appliquées et sous la réserve, en conséquence, d'éventuelles difficultés pouvant survenir en raison de l'application en cours ou déjà accomplie de ces dispositions, il paraît préférable de rédiger l'article 1er du projet non pas comme une disposition abrogatoire de l'arrêté de 2014 mais comme retirant celui-ci, ce qui supprimerait de l'arrêté de 2008 les dispositions concernées avec effet rétroactif de telle sorte qu'elles seraient censées n'avoir jamais existé ni produit d'effet. Sous la même réserve et sous celle des observations particulières qui suivent, les articles 2 à 86 du projet pourraient alors être maintenus dans leur conception actuelle.

À défaut, si l'auteur du projet estime préférable de n'intervenir que pour l'avenir, il devrait, outre l'omission de l'article 1er du projet, rédiger les articles 2 à 86 en tenant compte du maintien des dispositions modifiées de l'arrêté de 2008 par celui de 2014 et abroger les dispositions de l'arrêté de 2008 dont la modification ou l'insertion par l'arrêté de 2014 n'est pas confirmée par le projet.

Il revient également à l'auteur du projet, en fonction du choix qu'il fera à la lumière de la présente observation générale, de prendre attitude quant au sort des dispositions transitoires contenues à l'article 87 du projet, identiques à celles de l'article 91 de l'arrêté de 2014, en tenant compte également de l'observation formulée sur cet article 87 et de l'observation n° 4 formulée sur l'article 88.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 3

À l'article 23/1, alinéa 4, 2°, en projet, la délégation faite aux ministres de fixer l'allocation accordée au président et aux membres des commissions de sélection est excessive, compte tenu notamment de l'incidence budgétaire de pareille décision.

Article 7

L'article 25 en projet énonce l'obligation pour les agents de « respecter strictement le principe de neutralité ».

Pour le cas où l'autorité devrait interpréter ce principe comme impliquant une interdiction pour les agents de porter des vêtements ou signes apparents à caractère convictionnel, il est renvoyé aux avis de la section de législation du Conseil d'État donnés le 13 juillet 2010 sur

une proposition d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant la Nouvelle Loi communale' (avis 48.144/4/AG [7]), sur une proposition d'ordonnance de la même Région 'modifiant l'article 27*bis* de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales en vue d'interdire le port de signes convictionnels par les membres du personnel des intercommunales en Région bruxelloise' (avis 48.146/4/AG [8]) et sur une proposition d'ordonnance de la Commission communautaire commune 'modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale visant à interdire le port de signes convictionnels par les membres du personnel des centres publics d'action sociale de la Région de Bruxelles-Capitale et des associations hospitalières de la Région de Bruxelles-Capitale (avis 48.147/4/AG [9]).

Article 12

La disposition à l'examen ne peut pas régler les éventuelles conséquences des épreuves complémentaires sur les réserves constituées par l'autorité fédérale ou d'autres entités fédérées. Elle sera revue en conséquence.

Article 32

Dans la version française de l'article 108/3, § 2 en projet, il y a lieu d'écrire « celle-ci » au lieu de « celui-ci ».

Article 39

La section de législation n'aperçoit pas la raison pour laquelle la modification faite à l'article 133, § 1er, alinéa 1er, n'est pas faite également à l'alinéa 2 du même paragraphe.

Article 55

Dans sa version antérieure à sa modification opérée par l'article 58 de l'arrêté de 2014, l'article 172, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté de 2008 prévoyait qu'un congé de circonstance est accordé lors de :

> « 2° l'accouchement de l'épouse ou de la personne avec laquelle le fonctionnaire vit en couple au moment de l'événement : 14 jours ouvrables ».

[7] *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2009-2010, n° A-48/2.

[8] *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2009-2010, n° A-50/2.

[9] *Doc. parl.*, Ass. réun. Comm. comm. comm., 2009-2010, n° B-10/2.

L'article 58 de l'arrêté de 2014 a remplacé cette disposition précitée par le texte suivant :

> « 2° L'accouchement de l'épouse ou de la personne dont l'enfant a fait l'objet, par le fonctionnaire, d'une reconnaissance ou d'une reconnaissance d'adoption à venir, moyennant la production d'une attestation : 14 jours » [10].

La section de législation a émis dans son avis 49.349/2 donné le 4 avril 2011 sur un projet ayant une portée similaire pour les agents du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale l'observation suivante :

> « 2. Aux termes de la lettre de saisine, le projet entend 'supprimer toute forme de discrimination entre les travailleurs hétérosexuels et homosexuels (couples lesbiens)'.
>
> Le congé octroyé à l'agent lors de la naissance d'un enfant l'est – s'il n'est pas l'époux de la femme qui accouche – à la seule condition qu'il vive en couple avec cette femme, le fait que l'agent soit lui-même de sexe masculin ou féminin n'étant pas relevant à cet égard. Les dispositions actuelles n'interdisent donc pas à une femme vivant en couple – que ce soit dans les liens du mariage ou dans le cadre d'une cohabitation légale ou non – avec une autre femme qui accouche, d'obtenir les 14 jours de congé prévus par l'article 185, alinéa 1er, 2°, précité.
>
> Le projet à l'examen vise donc essentiellement la situation de deux personnes qui ne vivent pas en couple mais dont l'une, l'agent, souhaite obtenir un congé pour la naissance d'un enfant que cet agent n'entend pas ou ne peut légalement pas reconnaître mais qu'il souhaite adopter et ce, pour autant qu'il produise à cet effet une 'attestation de reconnaissance d'adoption à venir'.
>
> 3. Si le critère de la reconnaissance (d'un enfant) qu'introduit le 2° en projet ne pose aucune difficulté d'application dès lors que cette reconnaissance est régie par les articles 319, 328*bis* et 329*bis* du Code civil qui autorisent celui qui revendique la paternité de l'enfant à le reconnaître avant sa naissance, il n'en va pas de même du critère de l''attestation de reconnaissance d'adoption à venir'.
>
> En effet, d'une part, le principe de cette 'reconnaissance d'adoption à venir' ne fait, dans l'état actuel du droit interne, l'objet d'aucun règlement juridique.
>
> D'autre part, s'agissant d'une figure juridique nécessairement liée à la procédure d'adoption [11], son règlement relève du législateur fédéral.
>
> 4. En outre, en requérant de l'agent non plus qu'il vive en couple avec la mère de l'enfant mais qu'il reconnaisse celui-ci, le projet à l'examen aboutit à priver de ce congé l'agent non marié mais vivant en couple et dont la filiation avec l'enfant n'est pas encore établie ou ne sera pas établie parce que l'agent ne souhaite pas, pour quelque raison que ce soit, faire une telle déclaration de reconnaissance. De cette manière, le texte supprime un cas d'obtention du congé aujourd'hui pourtant couvert [12].

---

[10] Il s'agissait de l'article 64 de l'avant-projet soumis au Conseil d'État, qui a fait l'objet de son avis 51.355/2 donné le 6 juin 2012.

[11] *Note de bas de page 2 de l'avis cité :* En l'espèce, par ailleurs, non encore légalement possible en vertu de l'article 348-4 du Code civil qui énonce « que la mère et le père ne peuvent consentir à l'adoption que deux mois après la naissance de l'enfant ».

[12] *Note de bas de page 3 de l'avis cité :* En revanche, ce critère permet d'octroyer – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui car l'agent placé dans cette situation n'entre dans aucune des deux catégories de l'article 185, alinéa 1er, 2°, précité mais ceci n'est apparemment pas de l'intention de l'auteur du projet – le bénéfice du congé à des personnes non mariées mais ne vivant plus en couple parce qu'elles se sont séparées pendant la grossesse de la mère.

La question se pose de savoir si c'est bien là l'intention de l'auteur » [13].

Le projet examiné appelle les mêmes observations, et ce d'autant plus que, depuis que cet avis a été donné, le Code civil a été amendé par la loi du 5 mai 2014 'portant établissement de la filiation de la coparente'.

Article 61

Le congé octroyé à un agent pour accueillir un enfant en vue de sa tutelle officieuse ou à la suite d'une décision judiciaire de placement dans une famille d'accueil, prévu par l'article 176, § 2, en projet, est le seul des congés prévus dans la section relative aux congés pour raisons familiales qui ne peut pas être fractionné.

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier cette différence de traitement. Cette justification ne peut pas résider uniquement en la durée limitée de ce congé. En effet, il peut être de six semaines [14], soit la durée du congé pour l'adoption d'un enfant de moins de 10 ans (article 176, § 1er, en projet).

Article 71

Le projet gagnerait en lisibilité et, partant, en sécurité juridique s'il indiquait mieux comment s'articule le jour de congé d'étude pour la première épreuve, prévu à l'article 191, alinéa 5, en projet, avec les autres congés d'étude prévus par cet article.

Article 79

À l'article 231 en projet, les mots « à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté » renvoient à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté que le projet modifie, à savoir celui du 5 juin 2008.

Si telle n'est pas l'intention de l'auteur du projet, il y a lieu de mentionner la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet en indiquant la date de son adoption.

Article 81

L'article 269/2 en projet à l'article 81, 2° du projet, ne permet pas de déterminer comment se définissent les trois catégories d'examen qu'il renseigne, l'arrêté royal du

[13] Avis 49.349/2 donné le 4 avril 2011 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', observations sur l'article 1er du projet (article 185, alinéa 1er, 2°, en projet).

[14] Voire douze semaines si l'enfant accueilli est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66 % au moins.

8 mars 2001 ne précisant pas à quel examen correspond chaque type de connaissance linguistique que le texte mentionne.

La disposition sera précisée.

Article 84

Le système de l'allocation de garde, en ce que celle-ci vise les périodes durant lesquelles le travailleur « , dans le cadre d'un système de garde organisée, doit, en dehors de ses prestations normales, rester appelable en vue de prestations éventuelles », ne peut être admis au regard de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 'concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail', qui, en son article 2, donne de la notion du temps de travail la définition suivante :

> « toute période durant laquelle le travailleur est au travail, à la disposition de l'employeur et dans l'exercice de son activité ou de ses fonctions, conformément aux législations et/ou pratiques nationales ».

La loi du 14 décembre 2000 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public', qui transpose cette directive en droit belge, prévoit, en son article 8, § 1er, alinéa 2 :

> « On entend par durée du travail, le temps pendant lequel le travailleur est à la disposition de l'employeur ».

Au regard de ces dispositions, la période que l'allocation de garde vise à couvrir est une période de travail, que le travailleur soit ou non appelé à accomplir effectivement des prestations. Elle doit en conséquence être rémunérée pour toutes les heures durant lesquelles le travailleur est appelable, c'est-à-dire à la disposition de l'employeur.

L'article 84 sera revu en conséquence.

Article 85

Il appartient à l'auteur du projet de pouvoir justifier pourquoi seuls les médecins et les ingénieurs peuvent bénéficier de la prime prévue à l'article 272/2 en projet.

Article 87

Pour le même motif que celui exposé dans l'observation formulée sur l'article 79 et sous réserve des observations générales, il appartient à l'auteur du projet d'examiner s'il ne convient pas, au 1° comme au 2°, de remplacer la référence à « l'entrée en vigueur du présent arrêté » par une référence à l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet avec la mention de la date de son adoption.

Article 88

1. L'article 88 prévoit que le projet entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, sauf les exceptions qu'il énumère.

L'auteur du projet doit être en mesure d'expliquer les raisons qui justifient cette dérogation aux délais usuels d'entrée en vigueur des arrêtés, ces délais étant destinés à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

2. Les exceptions prévues à l'entrée en vigueur immédiate prévoient de donner un effet rétroactif à certaines dispositions du projet.

Un pareil effet n'est admissible, pour un arrêté, que sous certaines conditions, à savoir lorsque la rétroactivité a une base légale, lorsqu'elle concerne une règle qui accorde des avantages ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement ou la continuité des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises. Il appartient à l'auteur du projet de s'en assurer.

C'est sous cette réserve que sont émises les observations n^{os} 3 et 4 ci-après.

3. Au 1°, il y a lieu d'écrire « produisent leurs effets » au lieu de « entrent en vigueur ».

4. Il résulte des explications fournies par le fonctionnaire délégué que le 3° doit mentionner l'article 86 et non l'article 87 du projet comme produisant ses effets au 1er janvier 2010. Cette erreur est identique, *mutatis mutandis*, à celle contenue à l'article 91, 3°, de l'arrêté de 2014 et ne figurait pas dans l'avant-projet soumis à la section de législation du Conseil d'État et devenu cet arrêté (article 100, 3°, de cet avant-projet).

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 1 van het ontwerp strekt tot opheffing ("wordt opgeheven") van het besluit van het Verenigd College van 30 januari 2014 'tot wijziging van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad' (hierna te noemen: het besluit van 2014), dat hoofdzakelijk bestaat uit bepalingen tot wijziging van het besluit van 5 juni 2008 van hetzelfde College 'houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad' (hierna te noemen: het besluit van 2008).

Zoals uit het begrip opheffing zelf voortvloeit[1] en zoals in artikel 88 van het ontwerp bevestigd wordt, lijkt de steller van het ontwerp de wijzigingen die bij het besluit van 2014 in het besluit van 2008 zijn aangebracht, voor de toekomst te willen schrappen.

De artikelen 2 tot 86 van het ontwerp bevatten nochtans bepalingen tot wijziging van het besluit van 2008[2] die grotendeels identiek zijn aan de bepalingen van het besluit van 2014, met dien verstande dat enkele van die bepalingen worden weggelaten[3] en dat de tekst van andere bepalingen wordt aangepast.[4] Doordat in de inleidende zin van de wijzigingsbepalingen van het ontwerp geen melding wordt gemaakt van het besluit van 2014, zijn die bepalingen immers geredigeerd alsof de ontworpen teksten van het besluit van 2008 die ze bevatten in de plaats zouden moeten komen van den betrokken bepalingen van dat besluit vanaf de inwerkingtreding van de relevante bepalingen van het besluit van 2014. Een dergelijke

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 133.

[2] In de inleidende zin van artikel 2 moeten de woorden "van hetzelfde besluit" worden vervangen door de woorden "van het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 5 juni 2008 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren en stagiairs van de Diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad".

[3] Dat is bijvoorbeeld het geval met de artikelen 1, 2, 44, 45 en 83 van het besluit van 2014 (wijziging van de artikelen 11, 15 en 139 van het besluit van 2008 en invoeging van een artikel 231/1 in hetzelfde besluit), waarmee geen enkele bepaling van het ontwerp overeenstemt.

[4] Dat is bijvoorbeeld het geval met artikel 81, 2°, van het ontwerp, waarbij artikel 269, § 2, van het besluit van 2008 vervangen wordt door een andere tekst dan die waarin artikel 85, 2°, van het besluit van 2014 voorziet.

handelwijze heeft dan ook meer weg van een intrekking van het besluit van 2014,[5] wat overigens bevestigd lijkt te worden door het feit dat artikel 87 van het ontwerp twee overgangsbepalingen uit artikel 91 van het besluit van 2014 letterlijk overneemt.

2.1. Naargelang het de bedoeling is om het besluit van 2014 – voor de toekomst – op te heffen dan wel om het in te trekken vanaf de datum waarop het in werking is getreden, moet de steller van het ontwerp rekening houden met de volgende opmerkingen.

In die opmerkingen wordt in ogenschouw genomen dat het kennelijk de bedoeling van de steller van het ontwerp is om wettigheidsgebreken te verhelpen die het besluit van 2014 zou vertonen. In het dossier is geen toelichtende nota over het ontwerp terug te vinden, zoals bijvoorbeeld een nota aan het Verenigd College, maar de inspecteur van Financiën stelt in zijn advies van 6 maart 2015 inzonderheid het volgende:

> "Artikel 1 van het ontwerp heft het besluit van het Verenigd College van 30 januari 2014 op ingevolge een annulatieberoep bij de Raad van State. Het voorgelegde ontwerp herneemt het bestreden besluit met naleving van de wettelijke vormverseisten".

In de notulen van de directieraad van de diensten van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie wordt tevens het volgende opgemerkt:

> "Drie personeelsleden hebben een beroep bij de Raad van State ingediend tegen het besluit van het Verenigd College van 30 januari 2014. Het verslag van de 1ste Auditeur geeft hen volkomen gelijk".

2.2. De techniek van de opheffing is hoe dan ook niet geschikt wanneer het gaat om wijzigingsbepalingen. Aangezien dergelijke bepalingen per definitie een eenmalige uitwerking hebben zodra ze in werking treden, is het in principe immers niet meer mogelijk om ze naderhand nog op te heffen, dat wil zeggen om ze voor de toekomst uit de rechtsorde te doen verdwijnen; alleen de gewijzigde bepalingen zelf kunnen opgeheven of gewijzigd worden[6]. Een wijzigingsbesluit kan slechts worden opgeheven indien het nog niet in werking is getreden, wat met het besluit van 2014 niet het geval is.

Artikel 1 van het ontwerp zou dus in het geheel niet werkzaam zijn.

De bepalingen tot wijziging van het besluit van 2008 die vervat zijn in de artikelen 2 tot 86 van het ontwerp, hunnerzijds, zouden niets veranderen aan de artikelen van dat besluit van 2008 zoals die door bepalingen van het besluit van 2014 zijn gewijzigd voor de periode tussen de inwerkingtreding van dat laatste besluit en de inwerkingtreding van het ontworpen besluit. De gebreken die deze bepalingen eventueel zouden vertonen, voor die periode niet worden verholpen door de omstandigheid dat het voorliggende ontwerp ertoe strekt in die artikelen dezelfde of gelijkaardige wijzigingen aan te brengen als de wijzigingen die daarin bij het besluit van 2014 zijn aangebracht. Bijgevolg zou de regelmatigheid van de handelingen die tussen die twee datums van inwerkingtreding zijn gesteld op basis van de gewijzigde artikelen

[5] Zie over het begrip intrekking eveneens *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 133.

[6] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 135.

van het besluit van 2008 betwist kunnen worden met een beroep tot nietigverklaring voor de Raad van State indien de beroepstermijn nog niet verstreken is, of, los van iedere termijn, in bijkomende orde op grond van artikel 159 van de Grondwet, voor zover het middel betrekking heeft op de onregelmatigheid van de wijzigingen die bij het besluit van 2014 in die artikelen zijn aangebracht.

Dat sommige bepalingen van het besluit van 2014, bijvoorbeeld de artikelen 1, 2, 44, 45 en 83, niet in het voorliggende ontwerp zijn overgenomen, heeft als gevolg dat bijvoorbeeld de artikelen 11, 15, 139 en 231/1 van het besluit van 2008 zoals ze voortvloeien uit de voornoemde bepalingen van het besluit van 2014, sinds de inwerkingtreding van dat besluit maar ook voor in de toekomst, gehandhaafd worden.

3. Gelet op wat voorafgaat, op het feit dat voor de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State beroepen tot nietigverklaring van het besluit van 2014 aanhangig zijn en op het feit dat de afdeling Wetgeving in dit dossier niet over alle gegevens beschikt om te kunnen beoordelen hoe de bepalingen van het besluit van 2008, zoals gewijzigd in 2014, toegepast zijn, en bijgevolg onder voorbehoud van eventuele moeilijkheden die zich door de aan de gang zijnde of reeds voltooide toepassing van die bepalingen kunnen voordoen, lijkt het beter artikel 1 van het ontwerp niet te redigeren als een bepaling tot opheffing van het besluit van 2014 maar wel als een bepaling tot intrekking van dat besluit, waardoor de bepalingen in kwestie van het besluit van 2008 met terugwerkende kracht zouden worden afgeschaft zodat ze geacht zouden worden nooit te hebben bestaan en nooit uitwerking te hebben gehad. Onder hetzelfde voorbehoud en onder voorbehoud van de bijzondere opmerkingen die hierna volgen, zouden de artikelen 2 tot 86 van het ontwerp dan in hun huidige vorm kunnen worden gehandhaafd.

In het andere geval, indien de steller van het ontwerp het verkieslijk acht een regeling uit te werken die alleen voor de toekomst geldt, zou hij artikel 1 van het ontwerp moeten weglaten, er bij de redactie van de artikelen 2 tot 86 rekening mee moeten houden dat de bepalingen van het besluit van 2008 die door het besluit van 2014 zijn gewijzigd, gehandhaafd worden, en moeten overgaan tot de opheffing van de bepalingen van het besluit van 2008 waarvan de wijziging of invoeging bij het besluit van 2014 niet bekrachtigd wordt bij het voorliggen ontwerp.

De steller van het ontwerp zou tevens, naargelang van de keuze die hij in het licht van deze algemene opmerking maakt, moeten beslissen wat dient te geschieden met de overgangsbepalingen die vervat zijn in artikel 87 van het ontwerp en die identiek zijn aan de overgangsbepalingen van artikel 91 van het besluit van 2014, en hij zou hierbij ook rekening moeten houden met de opmerking betreffende dat artikel 87 en met opmerking nr. 4 betreffende artikel 88.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 3

In het ontworpen artikel 23/1, vierde lid, 2°, is de bevoegdheid die aan de ministers overgedragen wordt om te bepalen welke vergoeding aan de voorzitter en de leden van de selectiecommissies wordt toegekend, te verregaand, inzonderheid gelet op de budgettaire weerslag van een dergelijke beslissing.

Artikel 7

Bij het ontworpen artikel 25 wordt aan de personeelsleden de verplichting opgelegd om het beginsel van neutraliteit "op een strikte wijze [te eerbiedigen]".

Voor het geval dat de overheid dat beginsel aldus zou interpreteren dat het voor de personeelsleden het verbod meebrengt om kledingstukken of zichtbare symbolen te dragen die uiting geven aan hun overtuiging, wordt verwezen naar de adviezen die de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 13 juli 2010 heeft uitgebracht over een voorstel van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest 'tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet' (advies 48.144/4/AV)[7], over een voorstel van ordonnantie van hetzelfde gewest 'tot wijziging van artikel 27bis van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales tot verbod op het dragen van tekenen van overtuiging door de personeelsleden van de intercommunales in het Brussels Gewest' (advies 48.146/4/AV)[8] en over een voorstel van ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie 'tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn ertoe strekkende een verbod in te voeren op het dragen van tekenen van overtuiging door de personeelsleden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de ziekenhuisverenigingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (advies 48.147/4/AV).[9]

Artikel 12

De voorliggende bepaling kan niet de eventuele gevolgen regelen van de aanvullende proeven voor de reserves die door de federale overheid of door andere deelentiteiten zijn aangelegd. Ze moet dienovereenkomstig worden herzien.

---

[7] *Parl.St.* Br.Parl. 2009 10, nr. A-48/2.

[8] *Parl.St.* Br.Parl. 2009 10, nr. A-50/2.

[9] *Parl.St.* Verenigde Vergadering Gem.Gem.Comm. 2009-10, nr. B-10/2.

Artikel 32

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 108/3, § 2, schrijve men "celle-ci- in plaats van "celui-ci".

Artikel 39

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarom de wijziging die in artikel 133, § 1, eerste lid, wordt aangebracht, niet eveneens in het tweede lid van dezelfde paragraaf wordt aangebracht.

Artikel 55

Voordat artikel 172, eerste lid, 2°, van het besluit van 2008 werd gewijzigd bij artikel 58 van het besluit van 2014, bepaalde het dat omstandigheidsverlof wordt toegekend naar aanleiding van:

> "2° de bevalling van de echtgenote of van de persoon met wie de ambtenaar op het tijdstip van de gebeurtenis samenleeft: 14 werkdagen".

Bij artikel 58 van het besluit van 2014 is die bepaling als volgt vervangen:

> "2° de bevalling van de echtgenote of de persoon wiens kind het voorwerp uitmaakt, uit hoofde van de ambtenaar, van een erkenning of een komende erkenning van adoptie, mits het voorleggen van een attest: 14 dagen".[10]

De afdeling Wetgeving heeft de volgende opmerking gemaakt in haar advies 49.349/2, op 4 april 2011 verstrekt over een ontwerp met een soortgelijke strekking ten aanzien van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

> "2. Luidens de brief met de adviesaanvraag wil de steller van het ontwerp discriminatie wegwerken door 'elke vorm van discriminatie tussen heteroseksuele en homoseksuele werknemers (lesbische koppels) op te heffen'.
>
> Indien de ambtenaar niet de echtgenoot is van de vrouw die bevalt, wordt het verlof bij de geboorte van een kind momenteel slechts toegekend op voorwaarde dat de ambtenaar als koppel samenleeft met deze vrouw. Of de ambtenaar zelf van het mannelijke dan wel het vrouwelijke geslacht is, is in dit verband niet relevant. De huidige bepalingen verbieden dus niet dat een vrouw die – hetzij in het kader van een huwelijk, hetzij in het kader van een al dan niet wettelijke samenwoning – als koppel samenleeft met een andere vrouw die bevalt, de 14 dagen verlof krijgt waarin het voornoemde artikel 185, eerste lid, 2°, voorziet.
>
> Het voorliggende ontwerp doelt dus hoofdzakelijk op de situatie van twee personen die niet als koppel samenleven maar waarvan er een, de ambtenaar, verlof wenst te krijgen voor de geboorte van een kind dat deze ambtenaar niet wenst te erkennen of niet wettelijk kan erkennen maar dat hij wenst te adopteren mits hij hiertoe 'een attest van

[10] Het betrof artikel 64 van het voorontwerp dat aan de Raad van State was voorgelegd en waarover op 6 juni 2012 advies 51.355/2 is uitgebracht.

komende erkenning van adoptie' voorlegt.

3. De toepassing van het criterium van de erkenning (van een kind), ingevoerd door het ontworpen onderdeel 2°, levert geen moeilijkheid op doordat deze erkenning geregeld wordt door de artikelen 319, 328*bis* en 329*bis* van het Burgerlijk Wetboek die degene die het vaderschap van het kind opeist, toestaan het kind voor zijn geboorte te erkennen. Het is echter anders gesteld met het criterium van het 'attest van komende erkenning van adoptie'.

Enerzijds, immers, is van het principe van deze 'komende erkenning van adoptie' bij de huidige stand van het intern recht in geen enkele juridische regeling sprake.

Anderzijds valt de regeling ervan onder de bevoegdheid van de federale wetgever, aangezien het gaat om een rechtsfiguur die uit de aard der zaak samenhangt met de adoptieprocedure.[11]

4. Bovendien, door van de ambtenaar niet meer te eisen dat hij als koppel samenleeft met de moeder van het kind maar wel dat hij dat kind erkent, ontneemt het voorliggende ontwerp dit verlof uiteindelijk aan de niet-gehuwde ambtenaar die als koppel samenleeft en wiens verwantschap met het kind nog niet is vastgesteld of niet zal worden vastgesteld omdat de ambtenaar, om welke reden dan ook, een dergelijke verklaring van erkenning niet wenst te doen. Op deze wijze schaft de tekst het verlof af in een geval waarin het vandaag nochtans kan worden verkregen.[12]

Het is de vraag of dit wel degelijk de bedoeling is van de steller."[13]

Het voorliggende ontwerp geeft aanleiding tot dezelfde opmerkingen, temeer daar het Burgerlijk Wetboek sinds het ogenblik waarop dat advies is gegeven, gewijzigd is bij de wet van 5 mei 2014 'houdende de vaststelling van de afstamming van de meemoeder'.

Artikel 61

Het verlof dat een ambtenaar kan krijgen om een kind op te nemen met het oog op pleegvoogdij of als gevolg van een rechterlijke beslissing tot plaatsing in een onthaalgezin, waarin het ontworpen artikel 176, § 2, voorziet, is het enige verlof omschreven in de afdeling betreffende de verloven om familiale redenen dat niet kan worden gesplitst.

De steller van het ontwerp moet deze verschillende behandeling kunnen verantwoorden. Die verantwoording kan niet uitsluitend gebaseerd zijn op de omstandigheid dat

[11] *Voetnoot 2 van het geciteerde advies*: Daarbij komt dat deze adoptieprocedure *in casu* nog niet wettelijk mogelijk is krachtens artikel 348-4 van het Burgerlijk Wetboek dat stelt: "Zowel de moeder als de vader kunnen hun toestemming slechts geven twee maanden na de geboorte van het kind".

[12] *Voetnoot 3 van het geciteerde advies*: Daartegenover staat dat het verlof volgens dit criterium kan toegekend worden aan niet-gehuwde personen die echter niet meer als koppel samenleven omdat ze tijdens de zwangerschap van de moeder zijn gescheiden. Dat is vandaag niet het geval aangezien de ambtenaar die zich in deze situatie bevindt onder geen enkele van de twee categorieën valt van het voornoemde artikel 185, eerste lid, 2°, en blijkbaar is dit ook niet de bedoeling van de steller van het ontwerp.

[13] Advies 49.349/2, op 4 april 2011 gegeven over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest', opmerkingen betreffende artikel 1 van het ontwerp (ontworpen artikel 185, eerste lid, 2°).

de duur van dat verlof beperkt is. Dat verlof kan immers zes weken[14] bedragen, wat overeenstemt met de duur van het verlof voor adoptie van een kind jonger dan tien jaar (ontworpen artikel 176, § 1).

Artikel 71

Ter wille van de leesbaarheid van het ontwerp, en bijgevolg ook van de rechtszekerheid, verdient het aanbeveling duidelijker aan te geven hoe de dag studieverlof voor het eerste examengedeelte, waarvan sprake is in het ontworpen artikel 191, vijfde lid, aansluit bij de overige studieverloven waarover dit artikel handelt.

Artikel 79

In het ontworpen artikel 231 verwijzen de woorden "op datum van inwerkingtreding van dit besluit" naar de datum van inwerkingtreding van het besluit dat bij het ontwerp wordt gewijzigd, namelijk naar die van het besluit van 5 juni 2008.

Indien zulks niet de bedoeling is van de steller van het ontwerp, dient de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit te worden vermeld en moet melding worden gemaakt van de datum waarop het is vastgesteld.

Artikel 81

Op basis van het ontworpen artikel 296, § 2, (artikel 81, 2°, van het ontwerp) kan niet worden uitgemaakt over welke drie categorieën van examens het juist gaat, aangezien in het koninklijk besluit van 8 maart 2001 niet voor elke soort taalkennis, die in de tekst vermeld wordt, aangegeven wordt welk examen daarmee overeenstemt.

De bepaling moet worden verduidelijkt.

Artikel 84

De regeling inzake de wachttoelage kan, in zoverre ze betrekking heeft op de periodes waarin de ambtenaar "in het kader van een georganiseerd wachtsysteem, buiten zijn gewone prestaties, oproepbaar dient te zijn met het oog op het vervullen van eventuele prestaties", niet worden aanvaard in het licht van richtlijn 2003/88/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 november 2003 'betreffende een aantal aspecten van de organisatie van de arbeidstijd', waarvan artikel 2 het begrip arbeidstijd als volgt definieert:

[14] Of zelfs twaalf weken indien het opgenomen kind getroffen is door een lichamelijke of geestelijke ongeschiktheid van ten minste 66 pct.

"de tijd waarin de werknemer werkzaam is, ter beschikking van de werkgever staat en zijn werkzaamheden of functie uitoefent, overeenkomstig de nationale wetten en/of gebruiken".

Artikel 8, § 1, tweede lid, van de wet van 14 december 2000 'tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector', waarbij deze richtlijn in Belgisch recht wordt omgezet, luidt als volgt:

"Onder arbeidsduur wordt verstaan de tijd gedurende welke de werknemer ter beschikking is van de werkgever."

De periode die de wachttoelage beoogt te bestrijken is in het licht van die bepalingen arbeidstijd, ongeacht of de werknemer al dan niet opgeroepen wordt om effectief prestaties te vervullen. Die periode moet bijgevolg bezoldigd zijn voor alle uren tijdens welke de werknemer kan worden opgeroepen, dat wil zeggen ter beschikking van de werkgever staat.

Artikel 84 moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 85

De steller van het ontwerp moet kunnen verantwoorden waarom alleen artsen en ingenieurs in aanmerking komen voor de premie bedoeld in het ontworpen artikel 272/2.

Artikel 87

Om dezelfde reden als die uiteengezet in de opmerking bij artikel 79 en onder voorbehoud van de hierboven geformuleerde algemene opmerkingen staat het aan de steller van het ontwerp om na te gaan of in de bepalingen onder 1° en 2° de verwijzing naar "de inwerkingtreding van dit besluit" niet moet worden vervangen door een verwijzing naar de inwerkingtreding van het ontworpen besluit met vermelding van de datum waarop het is vastgesteld.

Artikel 88

1. In artikel 88 wordt bepaald dat het ontwerp in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, behoudens de erin vermelde uitzonderingen.

De steller van het ontwerp moet kunnen verantwoorden waarom aldus wordt afgeweken van de gebruikelijke termijnen van inwerkingtreding van besluiten, die bedoeld zijn om elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

2. Bij wijze van uitzondering op de onmiddellijke inwerkingtreding wordt voorgeschreven dat terugwerkende kracht wordt verleend aan een aantal bepalingen van het ontwerp.

Zulk een retroactiviteit is voor een besluit slechts onder bepaalde voorwaarden aanvaardbaar, te weten indien voor de retroactiviteit een wettelijke grondslag bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling die voordelen toekent of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de goede werking of de continuïteit van de diensten en daardoor in beginsel geen verkregen situaties worden aangetast. Het staat aan de steller van het ontwerp zich daarvan te vergewissen.

De hierna geformuleerde opmerkingen 3 en 4 worden dan ook onder dat voorbehoud gemaakt.

3. In de bepaling onder 1° schrijve men "uitwerking hebben" in plaats van "in werking treden".

4. Uit de toelichtingen die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, volgt dat in de bepaling onder 3° moet worden vermeld dat artikel 86 en niet artikel 87 van het ontwerp uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2010. Dezelfde fout is, *mutatis mutandis*, vervat in artikel 91, 3°, van het besluit van 2014 en kwam niet voor in het voorontwerp dat is voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State en dat ontstaan gegeven heeft aan dat besluit (artikel 100, 3°, van dat voorontwerp).

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE Pierre VANDERNOOT